

Matignon dit non au “CDI jeunes”

Le Parisien revient sur la proposition du **Medef** de créer un contrat à durée indéterminée résiliable, sans motif, durant les premières années ne fait pas l'unanimité. Après les franches réserves des organisations syndicales, le gouvernement a pris ses distances avec ce dispositif déjà qualifié de CPE déguisé par ses opposants. Contacté par le quotidien, Matignon confie « avoir découvert comme tout le monde » cette proposition du patronat dans la presse, tout en expliquant qu'elle n'est « aucunement à l'ordre du jour du gouvernement ». « Mettre les gens dans la rue, je ne suis pas certain que ce soit la meilleure chose à faire à quinze mois d'une présidentielle. Et encore plus en ce moment, alors qu'on sort à peine de l'épreuve budgétaire et que la grogne des agriculteurs est encore très puissante », fait savoir un conseiller. A Matignon, on propose au Medef « d'aller plutôt tester ces propositions auprès des candidats à la présidentielle de 2027 ». « Sur le travail, notre priorité est qu'ils terminent d'abord la négociation en cours, avec un accord espéré sur l'assurance chômage, particulièrement sur les ruptures conventionnelles », rappelle l'entourage de **Sébastien Lecornu**. Même son de cloche du côté de Bercy : « Le Medef met des idées en débat, ce qui est plutôt bien dans la perspective de 2027. Mais on attend plus des propositions sur le coût du travail et le financement de la sécurité sociale », rebondit un conseiller gouvernemental. Au Medef, on regrette l'ampleur de cette polémique : « Il ne s'agit que d'une piste de réflexion, parmi d'autres évoquées par **Patrick Martin** à l'occasion d'une réunion mercredi dernier avec les syndicats », démine-t-on au sein de l'organisation patronale. (Le Parisien, p.5)

« Bras de fer entre le Medef et la CGT sur l'emploi des jeunes », titre **L'Opinion** qui revient sur la proposition du Medef et la polémique qui en a découlé. Le quotidien relate que Patrick Martin prépare le terrain depuis des mois. « Si personne ne s'en occupe, alors que le pays vieillit, c'est du gâchis », insiste la direction de l'organisation patronale. Pour celle-ci, c'est d'autant plus préoccupant que la réforme des lycées professionnels entamée en 2023 peine à atterrir et que les aides à l'apprentissage sont progressivement réduites. Le patron des patrons sait aussi que le moment est opportun. Les sondages lui sont favorables : déçus par les responsables politiques, les Français estiment que les chefs d'entreprise doivent prendre davantage la parole. Mais le sujet est tout aussi stratégique pour Sophie Binet. « Les jeunes sont trois à quatre fois moins syndiqués que la moyenne. Si dans dix ou quinze ans, la catégorie d'âge qui se syndique le plus est celle des retraités, cela va poser de sérieux problèmes. Acquérir ce vivier de syndicalisation est impératif en termes de renouvellement », développe le spécialiste Stéphane Sirot. (L'Opinion, p.